

CHAPITRE 4. — *Dispositions finales**Section 1^{re}*. — Dispositions transitoires

Art. 31. Les personnes qui ont suivi, avant le 1^{er} janvier 2022, une formation relative à un ou plusieurs instruments BelRAI, peuvent agir comme formateur BelRAI ou indicateur BelRAI sans avoir suivi une formation telle que visée à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2 ou 3.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, le ministre arrête les conditions auxquelles doivent répondre les formations ou les personnes en question.

Le ministre arrête les conditions relatives au recyclage et à l'intervision des personnes visées à l'alinéa 1^{er}.

Le ministre peut arrêter les conditions et les procédures pour l'attestation des personnes visées à l'alinéa 1^{er}.

Art. 32. Avec une attestation telle que visée à l'article 151, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, de l'arrêté du 30 novembre 2018, telle qu'elle était rédigée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, un usager peut encore être pris en considération pour un budget de soins pour personnes fortement dépendantes dans le cadre des soins de proximité et à domicile après l'entrée en vigueur du présent arrêté si l'attestation elle-même date d'avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 33. L'article 155 de l'arrêté du 30 novembre 2018 s'applique par analogie aux indications effectuées préalablement à l'entrée en vigueur du présent arrêté à l'aide de l'échelle de profil BEL auprès d'un usager âgé de 18 ans ou plus qui a un score inférieur à 35.

Art. 34. Par dérogation à l'article 167, § 2/1, de l'arrêté du 30 novembre 2018, une décision positive sur le budget des soins pour personnes fortement dépendantes dans le cadre des soins de proximité et à domicile, où le degré de nécessité de soins est établi après une indication à l'aide de l'échelle de profil BEL, ne peut pas être terminée pendant sa durée de validité et remplacée par une décision prise après un contrôle ou une indication à l'aide du screener BelRAI.

Section 2. — Disposition d'entrée en vigueur

Art. 35. Le présent arrêté entre en vigueur le 1 juin 2021.

Art. 36. Les articles 23 et 25 produisent leurs effets le 1 janvier 2021.

Section 3. — Disposition d'exécution

Art. 37. Le ministre flamand qui a les soins de santé et résidentiels dans ses attributions, et le ministre flamand qui a la protection sociale dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le ou la concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 28 mai 2021.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

Le Ministre flamand du Bien-Être, de la Santé publique, de la Famille et de la Lutte contre la Pauvreté,

W. BEKE

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2021/42361]

17 JUIN 2021. — Décret modifiant le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé afin de supprimer l'intégration temporaire totale

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

Article 1^{er}. L'article 130 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé est complété par un second alinéa libellé comme suit :

« Seuls les élèves à besoins spécifiques inscrits et fréquentant régulièrement l'enseignement spécialisé depuis le 15 janvier au moins sont susceptibles de pouvoir bénéficier du mécanisme de l'intégration à partir du 1^{er} septembre de l'année scolaire suivante. ».

Art. 2. Dans l'article 133, § 1^{er}, du même décret, les alinéas 5 et 6, sont abrogés.

Art. 3. Dans l'article 134 du même décret, les 4^o et 5^o sont abrogés.

Art. 4. Dans l'article 146 du même décret, le 2^o est remplacé par ce qui suit :

« 2^o intégration temporaire partielle : l'intégration dans laquelle l'élève suit une partie des cours dans l'enseignement ordinaire pendant une ou des périodes déterminées de l'année scolaire en cours. Il continue en outre à bénéficier de la gratuité des transports de son domicile à l'école d'enseignement spécialisé dans laquelle il est inscrit. ».

Art. 5. Dans l'article 147 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, le mot « partielle » est ajouté après les mots « intégration temporaire » ;

2^o les alinéas 2 à 4 sont abrogés.

Art. 6. L'article 147bis du même décret est abrogé.

Art. 7. Dans l'article 148 du même décret, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 8. Dans l'article 149, alinéa 1^{er}, du même décret, le mot « partielle » est inséré entre les mots « intégration temporaire » et les mots « peuvent s'effectuer ».

Art. 9. Dans l'article 150, alinéa 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « permanente » est inséré entre les mots « relative à l'intégration » et les mots « partielle et à » ;

2° le mot « partielle » est inséré entre les mots « intégration temporaire » et les mots « est précédée ».

3° les 4° et 5° sont abrogés.

Art. 10. Dans l'article 151 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « permanente » est inséré entre les mots « proposition d'intégration » et les mots « partielle ou » ;

2° le mot « partielle » est inséré entre les mots « d'intégration temporaire » et les mots « par les partenaires ».

Art. 11. Dans l'article 152, alinéa 1^{er}, 2°, du même décret, les mots « de l'intégration partielle ou de l'intégration temporaire » sont remplacés par les mots « de l'intégration permanente partielle ou de l'intégration temporaire partielle ».

Art. 12. Dans le même décret, il est inséré un article 342bis, rédigé comme suit :

« Article 342bis. - Les élèves qui bénéficient du mécanisme de l'intégration temporaire totale entre le 15 janvier 2020 et le 3 juillet 2020 bénéficient d'une intégration permanente totale au cours de l'année scolaire 2020-2021. ».

Art. 13. L'article 1^{er} de l'arrêté de pouvoirs spéciaux n° 38 permettant de déroger au délai prescrit dans le cadre du passage automatique de l'intégration temporaire totale vers l'intégration permanente totale ainsi qu'aux règles de comptage applicables aux écoles d'enseignement spécialisé ainsi qu'aux internats, homes d'accueil et homes d'accueil permanent, tel que confirmé par l'article 14 du décret du 9 décembre 2020 portant confirmation de divers arrêtés de pouvoirs spéciaux du Gouvernement de la Communauté française en matière d'enseignement obligatoire conformément à l'article 4, alinéa 1^{er}, du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement dans le cadre de la crise sanitaire du Covid-19, est abrogé.

Art. 14. Le présent décret produit ses effets le 4 juillet 2020.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 17 juin 2021.

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,

F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,

B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,

C. DESIR

—————
Note

Session 2020-2021

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 244-1. – Amendement(s) en commission, n° 244-2 - Rapport de commission, n° 244-3 - Texte adopté en commission, n° 244-4 – Amendement(s) en séance, n°244-5 - Texte adopté en séance plénière, n° 244-6

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 16 juin 2021.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/42361]

17 JUNI 2021. — Decreet tot wijziging van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs om de totale tijdelijke integratie af te schaffen

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 130 van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

«Alleen de leerlingen met specifieke behoeften die sinds ten minste 15 januari ingeschreven zijn en regelmatig naar het gespecialiseerd onderwijs gaan, zullen waarschijnlijk vanaf 1 september van het volgende schooljaar kunnen genieten van het integratiemechanisme. ».

Art. 2. In artikel 133, § 1, van hetzelfde decreet worden het vijfde lid en het zesde lid opgeheven.

Art. 3. In artikel 134 van hetzelfde decreet worden de punten 4° en 5° opgeheven.

Art. 4. In artikel 146 van hetzelfde decreet wordt 2° vervangen als volgt :

« 2° gedeeltelijke tijdelijke integratie : integratie waarbij de leerling een deel van de cursussen in het gewoon onderwijs gedurende één of meer bepaalde lestijden van het lopende schooljaar volgt. Hij geniet bovendien verder kosteloos vervoer van zijn woonplaats naar de school voor gespecialiseerd onderwijs waarin hij ingeschreven is. ».

Art. 5. In artikel 147 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het woord « gedeeltelijke » toegevoegd vóór de woorden « tijdelijke integratie » ;

2° het tweede lid tot het vierde lid worden opgeheven.

Art. 6. Artikel 147bis van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 7. In artikel 148 van hetzelfde decreet wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 8. In artikel 149, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt het woord « gedeeltelijke » ingevoegd voor de woorden « tijdelijke integratie ».

Art. 9. In artikel 150, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord « permanente » wordt ingevoegd tussen het woord « gedeeltelijke » en het woord « integratie » ;

2° het woord « gedeeltelijke » wordt ingevoegd na de woorden « tijdelijke integratie ».

3° de punten 4° en 5° worden opgeheven.

Art. 10. In artikel 151 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord « permanente » wordt ingevoegd tussen « het voorstel tot gedeeltelijke » en het woord « integratie » ;

2° het woord « gedeeltelijke » wordt ingevoegd vóór de woorden « tijdelijke integratie ».

Art. 11. In artikel 152, eerste lid, 2°, van hetzelfde decreet worden de woorden « van de gedeeltelijke integratie of tijdelijke integratie » vervangen door de woorden « van de gedeeltelijke permanente integratie of gedeeltelijke tijdelijke integratie ».

Art. 12. In hetzelfde decreet wordt een artikel 342bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 342bis. – De leerlingen die in aanmerking komen voor het mechanisme voor de totale tijdelijke integratie tussen 15 januari 2020 en 3 juli 2020, genieten een totale permanente integratie tijdens het schooljaar 2020-2021. ».

Art. 13. Artikel 1 van het besluit van bijzondere machten nr. 38 waarbij afgeweken kan worden van de termijn voorgeschreven in het kader van de automatische overgang van de volledige tijdelijke integratie naar de volledige permanente integratie alsook van de tellingsregels die van toepassing zijn op de scholen van het gespecialiseerd onderwijs alsook op de internaten, opvangtehuizen en permanente opvangtehuizen, zoals bekrachtigd door artikel 14 van het decreet van 9 december 2020 houdende bekrachtiging van diverse besluiten van bijzondere machten van de Regering van de Franse Gemeenschap inzake het leerplichtonderwijs overeenkomstig artikel 4, eerste lid, van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Regering in het kader van de gezondheids crisis van COVID-19, wordt opgeheven.

Art. 14. Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 4 juli 2020.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 17 juni 2021.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en het toezicht op «Wallonie-
Bruxelles Enseignement»,

F. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—
Nota

Zitting 2020-2021

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 244-1. - Commissieamendement(en), nr. 244-2- Commissieverslag, nr. 244-3 - Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 244-4 Zittingsamendement(en), nr. 244-5 – Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 244-6.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 16 juni 2021.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2021/42343]

17 JUIN 2021. — Décret modifiant le décret du 13 juillet 2016 relatif aux études de sciences vétérinaires

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

Article 1^{er}. L'article 2 du décret du 13 juillet 2016 relatif aux études de sciences vétérinaires est abrogé.

Art. 2. A l'article 3, alinéa 1, du même décret, les mots « Pour ces étudiants visés à l'article 2, § 1^{er}, et » sont remplacés par les mots « Pour les étudiants inscrits au bloc des 60 premiers crédits des études de premier cycle en sciences vétérinaires ».

Art. 3. L'article 5, § 1^{er}, du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit : « Sur proposition motivée de l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur, le Gouvernement peut déroger au premier alinéa. »